

*Recherche et développement*

quittent le pays pour profiter aux sociétés mères. Il s'ensuit que nous nous appauvrissons.

L'industrie canadienne est dominée par des multinationales tellement puissantes que toute compagnie canadienne se trouve dans une situation vraiment désavantageuse quand elle tente de trouver des marchés d'exportation. Les sociétés mères ne veulent pas que les filiales leur fassent concurrence. Ainsi, on n'encourage pas les filiales canadiennes à se lancer sur le marché mondial pour participer aux opérations commerciales qui créeraient plus d'emplois au Canada.

● (2122)

L'autre problème vient évidemment du fait que toutes les industries canadiennes doivent maintenant faire face à une forte concurrence des multinationales qui déménagent dans des pays du tiers monde où la main-d'œuvre est bon marché et où il y a peu de lois sur l'environnement, etc. Il en découle des situations comme celle de l'INCO et bien d'autres où des travailleurs canadiens sont mis à pied; tout cela indique à quel point le pays a perdu le contrôle de son économie et la possibilité de planifier, ce que tout autre pays moderne digne de ce nom a pu faire.

C'est pourquoi je prétends que nous avons besoin de la planification et de la participation du gouvernement. Nous ne pouvons compter uniquement sur l'industrie privée pour résoudre les problèmes du Canada parce qu'elle appartient à des étrangers. Nous ne pourrions jamais dépasser le stade de l'économie de filiales que nous connaissons actuellement. Il nous faut donc une planification gouvernementale, une planification économique et des décisions d'immobilisation du gouvernement prises en collaboration avec certaines de ces sociétés en exploitation au Canada ou peut-être en leur forçant la main dans certains cas. Nous avons vu que l'Allemagne de l'Ouest, le Japon et les pays scandinaves ont réussi à le faire.

Je trouve étonnant que mes collègues d'en face n'aient pas profité de cette leçon. On ne peut plus prolonger cette politique de laisser faire au Canada, nous avons dépassé ce stade, nous sommes trop en difficulté. Nous avons besoin de recherche et de développement; nous avons besoin d'initiatives gouvernementales, et je crains fort qu'à moins de changer de gouvernement nous ne résolvions jamais ce problème fondamental auquel notre économie fait actuellement face.

**Mlle Aideen Nicholson (secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur l'Orateur, la motion de l'opposition à l'étude est importante et il n'y aurait probablement pas de désaccord quant au principe, même s'il est évident que les méthodes de mise en application et l'établissement des priorités laissent beaucoup de place à la discussion. La motion stipule qu'il est indispensable, pour avoir une économie canadienne forte et augmenter les possibilités de l'emploi, que le gouvernement encourage un vigoureux programme de recherche et de mise au point technique. Elle porte plus loin sur la recherche industrielle dont le député de Scarborough-Est (M. O'Connell) et le député de Halton (M. Philbrook) ont déjà parlé. La motion porte également sur la recherche agricole, et j'aimerais dire quelques mots sur cette question.

Les dépenses du ministère de l'Agriculture ont augmenté considérablement au cours des trois dernières années à la suite des travaux effectués sur de nouvelles variétés de graines de semence, sur l'efficacité de l'hybridation animale pour créer

des races modernes d'animaux et de volailles, et sur la protection des plantes et des animaux contre les maladies, les insectes et les mauvaises herbes.

Le budget du programme de recherche agricole a été multiplié par 2.4 depuis l'année budgétaire 1971-1972. Les dépenses à caractère scientifique consenties dans le domaine agricole par l'ensemble des ministères sont passées de 116.8 millions en 1975-1976 à 159.5 millions en 1978-1979. Les dépenses à caractère scientifique et technologique seront de 134.1 millions pour Agriculture Canada en 1978-1979, et représenteront 18 p. 100 du budget total de ce ministère. Sur ce montant, cinq millions seront dépensés à l'extérieur contre 6.3 millions en 1977-1978: 0.8 million ira à l'industrie et 3.3 millions aux universités.

Le secteur agricole produit près des deux tiers des produits alimentaires consommés au Canada. En outre, ses exportations contribuent pour une part importante à l'équilibre de notre balance commerciale. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) cherche à maintenir et à améliorer la productivité et la prospérité de l'agriculture, dans le cadre du concept alimentaire global.

La direction Recherche d'Agriculture Canada a pour mission de veiller à la production à bon compte de quantités suffisantes de produits alimentaires et agricoles de qualité, ainsi qu'à la stabilité et à la rentabilité du secteur agricole. Le programme de recherche est organisé suivant le principe de la gestion par objectifs. La plupart des objectifs sont fixés en fonction de diverses productions animales et végétales. On s'est assigné des buts quantitatifs pour permettre l'évaluation, le contrôle et l'appréciation des coûts et bénéfices en fonction de facteurs concrets. Certains objectifs cependant concernent une grande activité, comme par exemple le recensement des sols ou la protection de l'environnement. En d'autres cas, les objectifs et les buts sont établis en fonction d'une discipline donnée.

Outre les services administratifs et de recherche, le programme comporte 14 domaines de recherche: les productions horticoles, les productions céréalières, les productions fourragères, les bovins de boucherie, la biosystématique, les productions oléagineuses, les ressources en terre et en eau, les productions légumières, les vaches laitières, la qualité de l'environnement, la volaille, les porcins, les ovins, les abeilles et autres animaux.

Le ministère dirige 47 établissements scientifiques répartis sur tout le territoire, afin de tenir compte des facteurs locaux dans l'obtention et l'utilisation des produits agricoles.

Dans le but de coordonner les travaux du ministère avec ceux qui s'effectuent aux échelons provincial, universitaire et industriel, et de veiller en même temps à ce que l'effort fédéral corresponde aux besoins, les services recourent à trois organismes consultatifs nationaux: le Comité de coordination des services agricoles canadiens, le Conseil canadien de la recherche agricole et dix-sept comités canadiens dont chacun centre ses efforts sur un produit, une discipline ou un domaine précis. Chacun de ces groupes est composé de représentants du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial concerné ainsi que des universités et industries locales.

Les programmes de recherche sont de plus en plus axés sur la création de nouvelles variétés de céréales, sur l'efficacité des croisements entre animaux de races différentes dans la mise au point de nouvelles races de bovins et de volaille, sur la protec-